

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Perroux, François, *Masse et classe*, Casterman, 1972, 145 p.

par André Vachet

Études internationales, vol. 5, n° 1, 1974, p. 158-159.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700413ar>

DOI: 10.7202/700413ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

té » d'un genre nouveau fondée sur la guerre d'usure par la guérilla et sur la diplomatie multilatérale. Les États anticolonialistes, libérés de certains principes du droit international classique, firent triompher la conception selon laquelle le contrôle effectif de la population, organisé par une administration clandestine, pouvait faire pièce au contrôle du territoire par la métropole (p. 148). De plus, ces États ne considèrent pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé dans la Charte de l'ONU, comme un simple but assigné à l'organisation. Non, il s'agit selon eux d'un principe juridique important. C'est dans ce climat international que les dirigeants du F.L.N. proclamèrent la République algérienne le 19 septembre 1958. Par suite de conceptions juridiques nouvelles soutenues par un grand nombre de sujets du droit international, on arrivait à une situation équivalente à un conflit de titres entre la France et le G.P.R.A., les deux antagonistes pouvant prétendre également à l'« effectivité ».

Jeune étudiant, j'avais écouté, estomaqué, le professeur Charles Rousseau nous raconter (1966) que, selon lui, il n'y avait pas eu de guerres depuis 1945. L'ouvrage de l'auteur souligne l'évolution des grands principes généraux en la matière sous l'impulsion du mouvement de décolonisation. En ce sens, ce petit volume intéressera plus que les spécialistes de l'Algérie.

Jacques BENJAMIN

*Professeur invité de science politique,
Université de la Colombie-Britannique*

PERROUX, François, *Masse et classe*,
Casterman, 1972, 145p.

François Perroux, un économiste de renom, mais aussi un penseur attentif aux problèmes de son époque, publie avec *Masse et classe* un intéressant petit volume qui ne manque pas de soulever d'importantes questions théoriques et pratiques.

Le point de départ de la réflexion de l'auteur semble double. D'une part, la remarquable réussite du capitalisme industriel à solutionner le problème quantitatif de la production ne s'accomplit pas sans déchet humain, par exem-

ple, la pauvreté tant matérielle que spirituelle, les divers asservissements de l'homme à l'économie, à la technique, à la publicité, etc. La maximisation des processus économiques se révèle ainsi en contradiction avec « le plein développement de la ressource humaine » (p. 8). D'autre part, par contre, le marxisme, qui s'est toujours ingénié à dénoncer les carences du capitalisme, semble s'emprisonner dans les catégories, particulièrement dans les catégories de « classe sociale » et de « lutte de classes », et apparaît impuissant à rendre compte de la spécificité des phénomènes de masse propres à la société contemporaine. La majeure partie de l'ouvrage de Perroux va se résumer dans l'illustration de la « montée » des masses et de l'inadéquation du marxisme.

Ce projet est certainement intéressant et stimulant. Comme tel il ne peut laisser indifférent. Mais s'il faut reconnaître la générosité de l'intention, l'on se doit néanmoins de dénoncer les déficiences de l'analyse qui grèvent sérieusement la valeur des conclusions.

D'abord l'existence des masses et de la masse comme totalités indifférenciées semble acceptée par Perroux comme une évidence empirique. Elle tient à la technique moderne et à la grande production standardisée (p. 19). Or s'il est juste que la société industrielle tend à l'universalisme, à un universalisme qui se confond avec l'uniformité, l'univocité, la banalité des répétitions accumulées, cet universalisme ne peut s'achever sans ruiner le fondement et le moteur de la société industrielle, l'individualisme et l'esprit d'entreprise qu'anime la volonté de puissance. De plus, les processus strictement économiques du capitalisme privé ne répondent pas aux besoins des masses mais, à la solvabilité d'une clientèle (p. 20). Or tant que cette universalité est inachevée, il faut reconnaître des découpages dans la masse, et, tout au moins, y reconnaître des masses. C'est d'ailleurs ce que fait implicitement Perroux en passant sans cesse et non sans ambiguïté de la masse aux masses.

Mais reconnaître la multiplicité des masses, c'est admettre des principes de différenciation et même d'opposition. De là à la reconnaissance des classes sociales et de leurs luttes, il n'y a peut-être qu'un saut sémantique.

Mais c'est un saut que Perroux se refuse à faire. Et il s'emploie durant la majeure partie de

son ouvrage à se convaincre qu'il ne doit pas le faire. Pour cela il ne retient de la définition marxiste des classes sociales que les éléments les plus conventionnels, les réduisant à leur seule dimension économique.

« La spécificité de la construction marxienne est le caractère économique de la classe et de la lutte des classes » (p. 25). En dernière analyse, c'est le « rôle » dans la production qui détermine mécaniquement la classe (p. 28, note 1, 34-35). Tous les éléments politiques des classes sociales et de la lutte des classes sont laissés pour compte comme si les classes ne devenaient pas positives par la conscience de classe, par la conscience de la lutte de classe, et comme si cette conscience de classe pouvait être réelle sans être politique, c'est-à-dire sans viser la prise du pouvoir politique et sa destruction en tant que tel.

En pratique, Perroux présente une caricature de la notion marxiste de classe. Il lui est ensuite très facile de rejeter cette caricature inapte à rendre compte de la complexité de la société industrielle avancée. L'opération est facile, trop facile pour être juste. Trop facile aussi la réduction du marxisme à sa formulation économiste même si l'on peut se réclamer de l'autorité du PCF. Trop facile encore l'identification du marxisme aux pratiques dites « communistes » de l'Europe de l'Est. Et combien ambigu de supposer que, pour le marxisme, la libération humaine se ramène sans reste à la somme des suppressions des servitudes économiques (p. 53). Et la remise en question du caractère naturellement révolutionnaire de la classe ouvrière (ce qui est loin d'être neuf, cf. Marcuse, Bon et Burnier, etc.) permet-elle vraiment de dresser légitimement non seulement le bilan de son rôle politique (p. 53), mais encore celui de l'ensemble des classes opprimées, pour conclure au caractère nécessairement réformiste et élitiste des luttes politiques, y compris celles qui se font jour dans « les masses défavorisées et souffrantes » qui « ne peuvent attendre leur libération que d'élites énergétiques dans l'ordre intellectuel et politique » (p. 102)? Il y a là autant de simplifications abusives qui ruinent la valeur de l'analyse et de la critique.

Mais ce n'est pas le seul reproche à adresser à l'ouvrage de Perroux. En effet celui-ci, après

avoir posé la « montée » des masses comme phénomène essentiel des sociétés industrielles et l'incapacité du capitalisme à répondre à leur défi, après avoir démontré les insuffisances de la pensée marxiste à en assumer la spécificité, ne trouve rien de mieux que de sacrifier sans critique à la mode de la participation, à cette participation dont plus d'une étude a démontré les inconspicues théoriques qu'elle véhicule, mais surtout le sens tout à fait mystifiant de sa pratique.

Ce petit volume, on le voit, pose beaucoup de problèmes, mais il en engage bien mal les solutions.

André VACHET

Science politique,
Université d'Ottawa

ELLEINSTEIN, Jean, *Histoire de l'URSS, tome I: La Conquête du pouvoir (1917-1921)*, (Collection « Notre Temps/Histoire »), Éditions Sociales, Paris, 1972, 221p.

Il s'agit ici de la première tranche d'une œuvre aux dimensions assez généreuses pour « couvrir » toute l'histoire de l'URSS. Dans les trois tomes promis, l'auteur s'engage à étudier le processus de la consolidation du socialisme en URSS (1922-1941), le comportement de ce pays dans la guerre de 1941-1945, enfin son histoire de 1945 à nos jours. Dans le quatrième tome l'auteur nous promet « une bibliographie détaillée et critique, ainsi qu'une biographie des principaux personnages et un index des noms cités » (p. 17). L'œuvre en main est donc incomplète et il faudra attendre la parution des autres tomes pour se faire une idée juste et définitive sur l'ensemble. Cependant, la pénurie évidente des références au premier tome nous paraît à peine justifiable.

L'auteur divise la matière du premier tome en trois parties plus ou moins égales. Dans la première, il étudie le contexte et les diverses causes d'ordre surtout socio-économique qui ont préparé de longue date la destruction de l'ancien régime russe. Dans la deuxième partie, l'auteur décrit les événements les plus importants qui encadrent la Révolution d'octobre et